

Les Etats-Unis et le leurre grec

Quel talent, cette venue de Timothy Geithner à Wroclaw pour sermonner les Européens, quelque peu interloqués, sur la gestion de la crise de l'euro ! Nouvelle surprise, quelques jours après, le président Obama exprime son inquiétude devant les difficultés de gouvernance du Vieux Continent, allant jusqu'à affirmer que la difficulté de trouver une solution à la crise grecque mettait le monde en danger. Décidément, la diplomatie américaine est particulièrement talentueuse, preuve supplémentaire que nos cousins outre-Atlantique peuvent là aussi nous donner de vraies leçons.

Le raisonnement, pour partie exacte, est au fond assez simple. Les Etats européens seraient incapables de trouver une solution rapide à un problème qui effraye les investisseurs sur les marchés. D'où la perte de confiance générale et la volatilité insensée que nous connaissons depuis, désormais, trois mois. Pour que tout cela soit cohérent, il faut absolument ajouter deux affirmations : le problème grec serait gigantesque et, comme à la bonne époque de Kissinger, il y aurait un risque d'« effet domino ». Tout cela entraînerait des réactions allemandes jugées totalement et définitivement fermées. Or, deux erreurs d'appréciations majeures modifient complètement et l'analyse et les conclusions qu'on peut en tirer.

Tout d'abord, l'une des principales raisons de la faiblesse des marchés financiers est ce ralentissement significatif de la croissance que presque personne n'avait vu venir, et qui rend les uns et les autres très inquiets au sujet de la capacité à prévoir la croissance au-delà de quelques mois. La seconde erreur d'appréciation porte sur l'importance de la dette grecque et les conséquences qu'elle entraîne. En réalité, les Européens ont aujourd'hui trois problèmes bien distincts à résoudre. Il y a d'abord un problème purement politique de rapport avec l'Etat grec pour lequel les dirigeants européens ont décidé de ne pas céder au diktat des marchés, même s'ils n'ignorent pas que les obligations grecques auront perdu en fin de compte une large partie de leur valeur. On maintiendra donc en l'état de survie artificielle ce pays, le temps qu'une solution qui n'amène pas le politique à céder devant les marchés se

LA CHRONIQUE DU CERCLE DES ÉCONOMISTES
PAR JEAN-HERVÉ LORENZI

Le vrai sujet est la gestion d'une période longue, où l'Europe devra faire face simultanément à une croissance faible et à une réduction de ses dettes publiques.

fasse jour. Le second problème est celui d'une crise de liquidité de l'Espagne et de l'Italie pour laquelle le terme d'« effet domino » paraît totalement inadéquat tout simplement parce que personne ne remet en doute la capacité que ces dettes soient honorées. Enfin, le vrai sujet est la gestion d'une période longue où l'Europe devra faire face simultanément à une croissance faible et à une réduction de ses dettes publiques. Beaucoup de solutions ont été imaginées à partir du Fonds européen de stabilité financière et de la BCE avec pour objectif d'accroître les capacités

de frappe de ces deux instruments et la mutualisation plus importante des garanties données par les Etats. Là aussi, dans un désordre qui n'est pas prêt de disparaître, l'Europe trouvera des solutions, à son rythme, en tâtonnant, comme toujours.

De l'autre côté de l'Atlantique, les choses sont autrement plus compliquées. D'abord, la dette y est double : publique et privée. Comment peut-on imaginer un redémarrage rapide du secteur immobilier – si important aux Etats-Unis – si une grande part de la dette privée n'est pas effacée ? Et puis, il y a un blocage politique sans précédents face auquel nos tergiversations européennes apparaissent comme d'aimables plaisanteries. Il faut avoir vu le conflit politique entre Barack Obama et Eric Cantor, chantre des Républicains durs, pour savoir ce qu'est un affrontement idéologique total. Alors, bien entendu, l'Amérique reste leader incontesté de la technologie, d'un dynamisme incomparable, mais il n'empêche, la comparaison Europe-Amérique n'est pas du tout celle que l'on croit.

Ceci nous conduira à deux conclusions. La première, c'est que ce type de situation peut entraîner un accident de change, c'est-à-dire une baisse brutale de la valeur du dollar. Les conséquences mondiales en seraient incalculables et il faut absolument que la Banque centrale européenne puisse être un véritable acteur de l'équilibre de ces changes. Ceci donc signifie qu'elle doit être autorisée à définir une position de change. Et puis, surtout, conservons, nous les Européens, l'idée que la Grèce joue ce rôle si utile, outre-Atlantique, d'un simple leurre.

Jean-Hervé Lorenzi est président du Cercle des économistes.

LIVRES

Le nouveau visage du social

De quoi les politiques sociales de demain seront-elles faites ? Au-delà de la crise des finances sociales, quelques idées à partir de trois ouvrages en anglais.

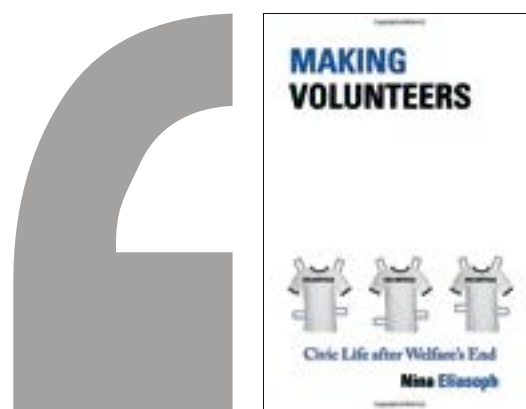
Bénévolat, participation des populations aidées à l'effort collectif, nouvelles technologies : trois ouvrages explorent les pistes de la transformation sociale.

□ Mobiliser

On sait depuis Tocqueville que les Américains sont friands d'associations. Professeur de sociologie en Californie, spécialiste des pratiques politiques au quotidien, Nina Eliasoph s'intéresse aux nouvelles organisations communautaires impliquant, ensemble, des bénévoles et des professionnels, des bénéficiaires et des prestataires. À partir d'une enquête de terrain dans des programmes pour jeunes défavorisés, Eliasoph se penche sur une partie du secteur non lucratif. Si l'ouvrage pâtit d'abstractions jargonantes, il revient à propos sur les dilemmes du bénévolat. Souvent, en effet, le bénévole vient résoudre ses propres problèmes avant de résoudre ceux des autres. Parées des vertus de la transparence, de l'efficacité, de l'engagement désintéressé, de nouvelles institutions se trouvent à l'intersection entre services publics et mobilisation privée. Avec un « style organisationnel » particulier, elles visent l'« empowerment » (que l'on peut traduire par implication, participation au pouvoir). Pour notre sociologue, ces structures hybrides transforment l'action publique, dans le domaine social, aux Etats-Unis et aux quatre coins du monde. Si elles ne remplacent pas l'Etat providence, elles bousculent les administrations trop rigides.

□ Activer

L'« activation » est un mot clé guidant les réformes de protection sociale. Un groupe de chercheurs européens, accueillis par l'Université d'Amsterdam, a enquêté sur ce que pouvait bien être cette « citoyenneté active » promue par les Etats (aussi diverses puissent être leurs politiques sociales). L'activation désigne moins ici un souci de replacer les personnes assistées dans l'emploi qu'un souhait de faire vivre une citoyenneté plus impliquée. Au risque d'un consumérisme excessif, les destinataires des programmes sociaux aspirent à plus de choix. En retour, leur sont affectées des responsabilités supplémentaires (sous forme de contreparties à respecter). L'idée centrale est de les faire participer et, partant, de les faire passer de la position d'objet à celle de sujet des dispositifs qui les visent. Pour le contexte français, traité dans l'ouvrage par l'anthropologue Catherine Neveu, le cas typique est celui de la « participation des habitants » dans les politiques urbaines. Il ressort de cette analyse originale des transformations concomitantes de l'Etat providence et de la citoyenneté que celle-ci tient de plus en plus dans des droits sociaux, ces derniers faisant toujours l'objet de luttes.



MAKING VOLUNTEERS. CIVIC LIFE AFTER WELFARE'S END. par Nina Eliasoph. Princeton University Press, 2011, 308 pages.

PARTICIPATION, RESPONSIBILITY AND CHOICE. SUMMONING THE ACTIVE CITIZEN IN WESTERN EUROPEAN WELFARE STATES. par Janet Newman, Evelien Tonkens (dir.). Amsterdam University Press, 2011, 241 pages.

THE NEXT WAVE. USING DIGITAL TECHNOLOGY TO FURTHER SOCIAL AND POLITICAL INNOVATION par Darrell M. West. Brookings Institution Press, 2011, 238 pages.

□ Innover

La révolution digitale est en marche. Darrell West, directeur du Centre pour l'innovation technologique à la Brookings Institution, estime que les nouvelles technologies et, surtout, leur très large dissémination, ouvrent maintenant des possibilités non fantasmées de mutations radicales. Il en va, pour les individus, de participation et de collaboration augmentées, et, pour les institutions, d'optimisation de leur gestion et de maximisation de leurs performances. Toutes les organisations sont potentiellement concernées, mais c'est bien dans le domaine social au sens large (de l'assistance à l'éducation en passant par la santé) que les technolo-

gies permettent d'être plus rapides, plus efficaces, voire même plus intelligents. Du smartphone au cloud computing, les outils autorisent une amélioration des services de santé, des progrès dans l'éducation, un perfectionnement du service de tout type de prestations. West ne fait pas dans l'apologie technologique. Il souligne aussi les dangers, en termes de liberté, provoqués par les puissants systèmes d'information. Il n'en reste pas moins qu'il est possible d'innover, vers de puissantes politiques sociales digitales qui ne sont d'ailleurs en rien déshumanisées, mais plus personnalisées.

JULIEN DAMON EST PROFESSEUR ASSOCIÉ À SCIENCES PO (MASTER URBANISME)

LE REVUE DU JOUR

Afghanistan : dix ans après



Le propos. Le 7 octobre 2001, les Etats-Unis lançaient leur armée, la plus puissante au monde, à l'assaut de l'Afghanistan et culbutaient en quelques semaines le régime des talibans qui avait donné abri à une bande de terroristes dirigée par un Saoudien, Oussama Ben Laden. Dix ans après, l'Amérique et ses alliés sont à la peine pour sortir d'une complexe guerre. En introduisant un dossier consacré par « Questions internationales » à l'« AfPak » (Afghanistan-Pakistan), Serge Sur s'interroge sur ce pays, devenu l'un des principaux enjeux du monde contemporain. C'est à travers le concept d'AfPak introduit à partir de 2009 par l'Administration Obama que l'ouvrage aborde la question afghane. Ce concept permet de traiter le théâtre d'une guerre qui chevauche une frontière mal définie. « Ce nouveau concept opérationnel », souligne le politologue Jean-Pierre Filiu, prenait enfin en compte le caractère profondément imbriqué des crises dans les deux pays », séparés par la « ligne Durand » tracée par le Royaume-Uni en 1893.

L'intérêt. Au moment où les Etats-Unis tentent de sortir de ce bourbier, vingt ans après le terrible échec de l'URSS, le dossier apporte des réponses critiques et aborde des sujets aussi bien militaires que culturels avec une analyse approfondie sur les questions tribales. Sans oublier de se pencher sur la formidable ambiguïté, au regard du monde, du Pakistan. Allié ou ennemi de l'Amérique ?

La citation. « Comment imaginer que l'Afghanistan se trouverait à jour et durablement au cœur de l'actualité internationale, l'une des clefs de la paix et de la sécurité internationales, un laboratoire des nouveaux conflits asymétriques, une boîte à chagrins pour la puissance américaine, un défi pour l'Occident et les valeurs dont il se réclame, un risque majeure de défaite militaire et politique ». J. H.-R.

« AfPak (Afghanistan-Pakistan) », Questions internationales, La Documentation française, n° 50, 128 pages, 9,80 euros.

La classe mondiale

La London School of Economics and Political Science (LSE) compte parmi les premières World Class Universities. Une visite critique.

Fondée en 1895, en alternative à l'élitisme national d'Oxford et de Cambridge, la LSE est dévolue dès l'origine à la recherche en sciences sociales. Son siècle d'existence fait l'objet d'une belle thèse d'histoire de Marie Scot, nourrie de sociologie, appuyée sur des archives bien dépouillées, enrichie par l'analyse des profils des enseignants, des étudiants, et des réseaux d'anciens.

Un modèle à part

La LSE figure aujourd'hui dans le peloton de tête des classements internationaux des universités. Elle compte plus de deux tiers d'étudiants et une moitié du corps enseignant étrangers. Elle a vu passer des enseignants aussi prestigieux et aussi différenciés que Paul Krugman, Friedrich Hayek, Amartya Sen ou Karl Popper. Auréolée de gloire contemporaine, la LSE a su se frayer un chemin entre les modèles britannique, allemand et américain. Si d'emblée son ambition a été internationale, elle s'est aussi progressivement insérée dans l'espace national anglais. Elle contribuera ainsi grandement, après-guerre, à la constitution de l'Etat

LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS AND POLITICAL SCIENCE, par Marie Scot. Paris, PUF, 2011, 384 pages, 25 euros.

providence. Se présentant et se vendant comme institution de recherche, la LSE est aussi devenue, dans la suite des vicissitudes universitaires et financières, une « usine à masters » (110 en 2010) et une « entreprise académique » ancrée peut-être davantage dans l'expertise que dans la recherche fondamentale.



BARRY EICHENGREEN, UNIVERSITÉ DE CALIFORNIE, BERKELEY

« La première étape indispensable est une profonde dévaluation de la dette grecque, en deçà de la moitié de sa valeur nominale ».

A LIRE SUR lecercle.lesechos.fr